

Le rapport des Français à leur commune et à leur maire :

Existe-t-il encore une singularité de cet échelon territorial et des élections municipales ?

A un an des prochaines élections municipales, Harris Interactive a souhaité **dresser un état des lieux du rapport que les Français résidant dans une commune d'au moins 3500 habitants entretiennent avec leur commune et leurs représentants municipaux**, en premier lieu desquels le maire, et également **mesurer le rapport de forces actuel** dans l'optique du premier tour de cette échéance électorale. L'enquête¹ que nous avons réalisée met en lumière le fort attachement des Français à leur territoire communal et la confiance qu'ils accordent en majorité à leurs élus municipaux. Cependant, elle amène également à **s'interroger sur la spécificité de cet échelon territorial et des prochaines élections** : le territoire communal demeure-t-il relativement préservé ou non des vicissitudes nationales, et notamment de la prégnance de l'enjeu financier ? Le maire, premier élu de proximité, bénéficie-t-il encore d'une image positive liée à sa capacité à incarner l'action au plus proche des concitoyens ? Les élections municipales conservent-elles un statut singulier, les distinguant non seulement de l'élection présidentielle mais également de l'ensemble des autres élections qualifiées d'« intermédiaires » ? Ou assiste-t-on de plus en plus à une convergence des prismes de lecture locaux et nationaux ?

Si les communes et les maires conservent un statut particulier dans le cœur des Français, celui-ci semble néanmoins de plus en plus se diluer dans le pessimisme national et la crise de la représentation

1. Des territoires de proximité essentiels, des Maires connus et appréciés... mais pas épargnés par la défiance croissante à l'égard des élus

L'enquête menée par Harris Interactive auprès des habitants des communes de plus de 3500 habitants démontre non seulement la **large satisfaction des Français d'habiter au sein de leur commune** (83%, dont 20% « très satisfaits »), mais également leur fort attachement à cet échelon territorial de proximité : en effet, **76% des répondants se déclarent attachés à leur commune** et **75%**

¹Enquête réalisée en ligne du 20 au 27 février et du 6 au 13 mars 2013. Echantillon de 1382 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus et vivant dans des communes de 3 500 habitants et plus (taille à partir de laquelle les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à deux tours).

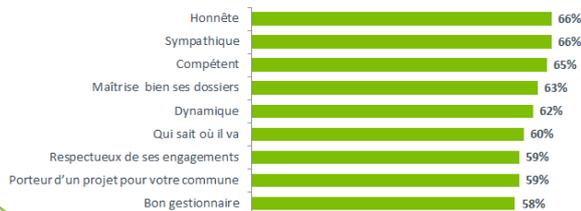
indiquent même qu'ils **recommanderaient à un de leurs proches de venir y habiter**. Loin d'apparaître comme des individus déracinés dans une société de plus en plus mondialisée, les Français continuent à entretenir une relation forte avec leur commune, ce qui se traduit, nous allons le voir, par des **attentes marquées et étendues** à l'égard des **équipes municipales**. Manifeste dans cette étude, le **fort attachement territorial** des Français a pu être relevé dans d'autres études que nous avons menées, et se traduit par exemple par la difficulté des salariés à se projeter dans un « ailleurs » (régional ou national), y compris pour conserver ou trouver un emploi (52% ne seraient pas prêts à changer de région pour conserver ou trouver un emploi)². Les 36 682 communes françaises constituent donc un premier échelon territorial apprécié des Français, ces derniers le considérant comme un territoire d'action privilégié. Ce constat est avéré quelle que soit la taille de la commune, l'attachement étant même plus prononcé parmi les habitants des plus grandes communes (83% contre 73% pour les habitants des communes de 3500 à 5000 habitants et 69% pour les habitants des communes de 20 000 à 50 000 habitants).

Non seulement **les Français tissent une relation étroite avec leur commune** mais ils perçoivent également leur édile de manière particulièrement positive. En effet, le maire constitue un élu de **proximité** connu et apprécié. Bien identifié (comme le démontrent les forts taux de notoriété spontanés et assistés mesurés dans nos études), « personnifiant » parfois « sa » ville, le Maire

64% des Français déclarent aujourd'hui avoir une **bonne opinion** du maire de leur commune
vs.
35% pour le Président de la République
31% pour le Premier ministre

61% des Français indiquent faire **confiance** aux élus de leur commune pour prendre de bonnes décisions
vs.
49% pour le Président de la République
44% pour les Ministres
40% pour les Parlementaires

Pour chacun des adjectifs suivants, dites-moi s'il correspond selon vous plutôt bien ou plutôt mal au maire de votre commune ? (en % de réponses « Correspond bien »)



bénéficie en général de la confiance d'une majorité de ses administrés. **64%** des personnes interrogées dans l'enquête indiquent ainsi avoir une **bonne opinion de leur maire**. Et dans une enquête réalisée récemment par Harris Interactive pour Res Publica au sujet de la démocratie locale³, **61%** des Français mentionnaient

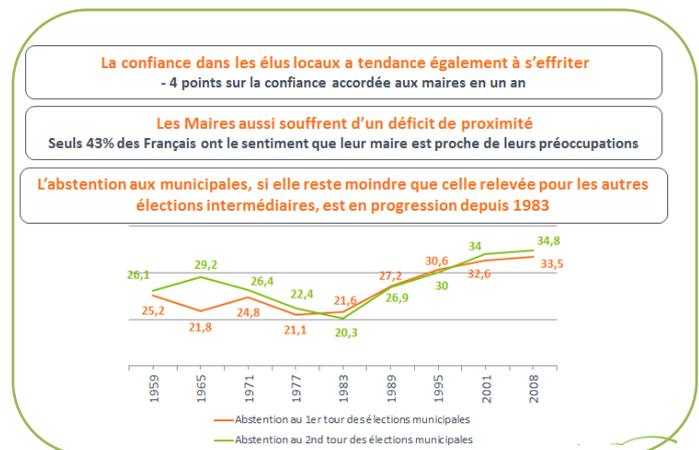
avoir **confiance dans leurs élus municipaux pour prendre de bonnes décisions**. Ces chiffres, comparés aux cotes de confiance de l'exécutif (35% pour François Hollande et 31% pour Jean-Marc

² Sondage Harris Interactive pour l'Humanité Dimanche : Enquête réalisée en ligne du 11 au 13 février 2013. Echantillon de 1577 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel HarrisInteractive. <http://www.harrisinteractive.fr/news/2013/21022013b.asp>

³ Sondage Harris Interactive pour Res Publica : Enquête réalisée en ligne du 25 juillet au 1er août et du 8 au 15 août 2012. Échantillon de 1314 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus résidant dans une commune d'au moins 3500 habitants, à partir de l'access panel Harris Interactive. <http://www.harrisinteractive.fr/news/2013/25012013.asp>

Ayrault dans la dernière vague de notre baromètre) ou mis en regard avec la confiance exprimée à l'égard des parlementaires (40%), font état d'un **statut particulier**, voire privilégié, du **maire**. Ce dernier est d'ailleurs jugé majoritairement **honnête** (66%), sympathique (66%), compétent (65%) et dynamique (62%), autant de qualités souvent déniées aux représentants politiques nationaux.

Toutefois, **la figure du maire n'apparaît pas totalement épargnée par la crise de la représentation** et la **défiance accrue envers les élus**⁴. En effet, la confiance à son égard, bien qu'encore significativement meilleure que celle envers les représentants nationaux, est **tendanciellement en baisse** (-4 points entre les deux vagues du baromètre de la concertation locale). Et notre enquête permet de constater que **seuls 43% des Français des communes de plus de 3500 habitants considèrent que leur maire est proche de leurs préoccupations**, signe que le sentiment d'éloignement croissant entre les Français et leurs élus touche également le premier d'entre eux au niveau des territoires. Autre signe de cette désaffection croissante à l'égard de l' élu municipal, la **progression constante de l'abstention depuis les élections municipales de 1983**, jusqu'à atteindre en 2008 plus d'un tiers de l'électorat. Certes, cela reste en deçà des taux mesurés pour les élections cantonales, régionales ou européennes, mais révèle sans doute en creux une moins bonne image du Maire et une moins bonne appropriation des actions locales.

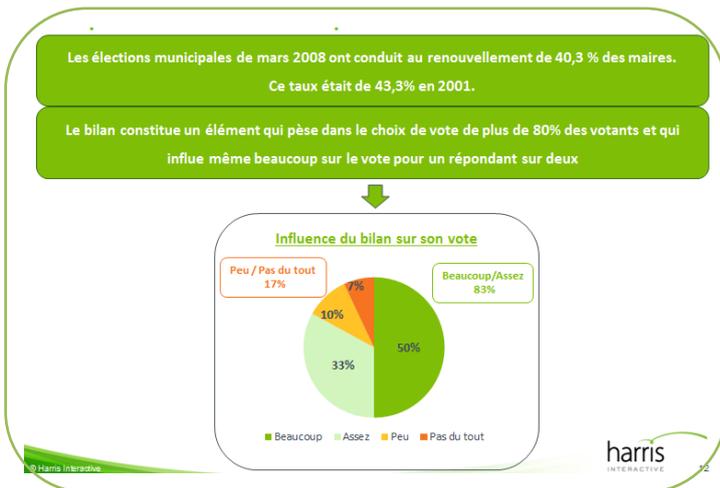


Ainsi, si les Français se montrent particulièrement attachés à leur commune et conservent majoritairement aujourd'hui une bonne image de leur maire, **l'échelon communal ne semble pas échapper au contexte ambiant de distanciation à l'égard de la représentation démocratique**.

⁴ Rappelons que cette étude a été réalisée avant que Jérôme Cahuzac ait « avoué » détenir un compte à l'étranger.

2. Des Maires bien implantés qui bénéficient de la « prime aux sortants » ... mais confrontés au désir de renouvellement et de diversification du corps politique

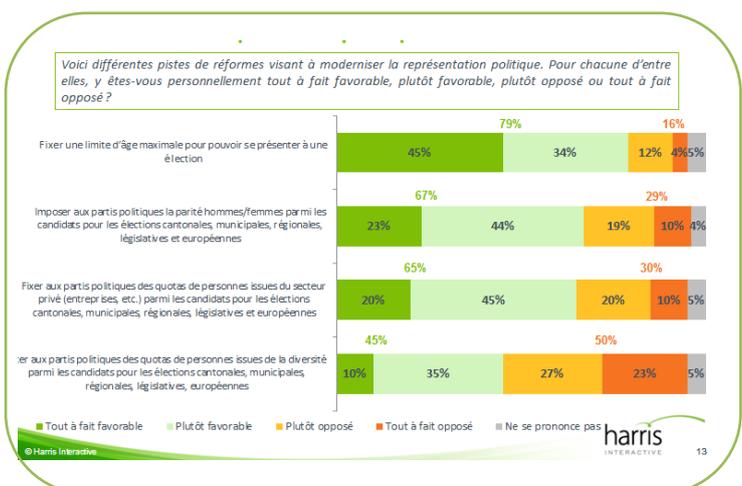
Les Maires en place bénéficient donc généralement d'un taux de notoriété élevé et d'une bonne opinion se traduisant par un fort taux de réélection. En effet, les **élections municipales de 2008**



comme de 2001 ont conduit à la **réélection d'environ 60% des maires** en fonction. Dans l'ensemble du pays, de nombreux maires ont réalisé ou réalisent plusieurs mandats d'affilée, certains depuis 1953. Le **bilan** constitue d'ailleurs un des principaux motifs de vote identifiés par les Français : 83% des électeurs estiment que cet élément

compte dans leur choix de vote, et même un sur deux qu'il intervient beaucoup au moment de glisser son bulletin dans l'urne (90% pour les habitants des communes dont le Maire est de Droite et 82% pour les habitants dont le Maire est de Gauche).

Reste que ce mécanisme de « prime aux sortants » apparaît aujourd'hui contrecarré par un **fort désir** affiché de **renouvellement** et de **diversification** du corps politique, y compris à l'échelle locale. Ainsi, dans une enquête réalisée pour l'émission Place aux idées, diffusée par LCP et éditorialisée par Tilder et l'institut Montaigne⁵, les Français se montrent majoritairement favorables à différentes mesures visant un renouvellement du corps politique. Ainsi, 79% déclarent être favorables, et même 45% tout à fait

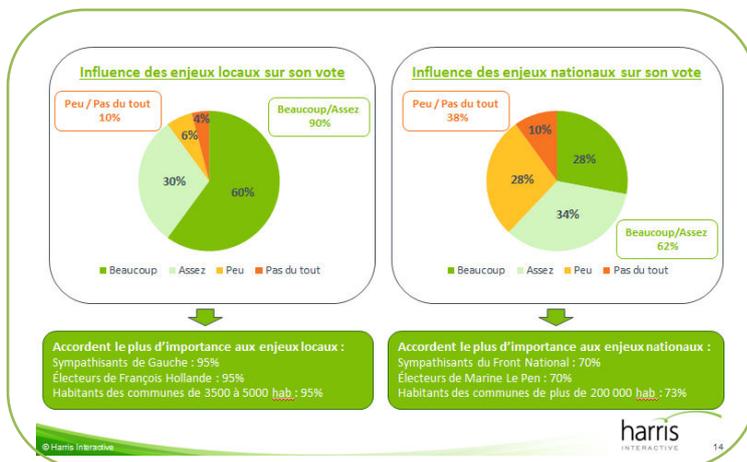


⁵ Sondage Harris Interactive pour l'émission Place aux Idées : Enquête réalisée en ligne du 12 au 14 mars 2013. Echantillon de 1626 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. <http://www.harrisinteractive.fr/news/2013/20032013.asp>

favorables, à la fixation d'une limite d'âge maximale pour se présenter à une élection. 67% adhèrent à l'idée d'imposer aux partis politiques la parité hommes / femmes parmi les candidats pour les élections cantonales, municipales, régionales, législatives et européennes (dont 23% « tout à fait favorables »), 65% à celle consistant à fixer des quotas de personnes issues du secteur privé pour ces mêmes élections (dont 20% tout à fait), et 45% indiquent être en faveur de quotas de personnes issues de la diversité (dont 10% tout à fait).

Il est difficile de pronostiquer la manière dont ces deux tendances contradictoires seront susceptibles d'influer sur le choix des candidats par les partis politiques puis sur le vote des Français lors des prochaines élections municipales : dans un contexte de crise, les Français privilégieront-ils le caractère rassurant de l'expérience ou la fierté d'avoir un maire occupant parfois d'autres fonctions au niveau national ? Ou feront-ils le choix de promouvoir des jeunes, des femmes et des membres de la société civile, plus novices, à des fonctions politiques locales ?

3. Des enjeux territoriaux distincts et prépondérants... mais de plus en plus lus à travers un prisme national



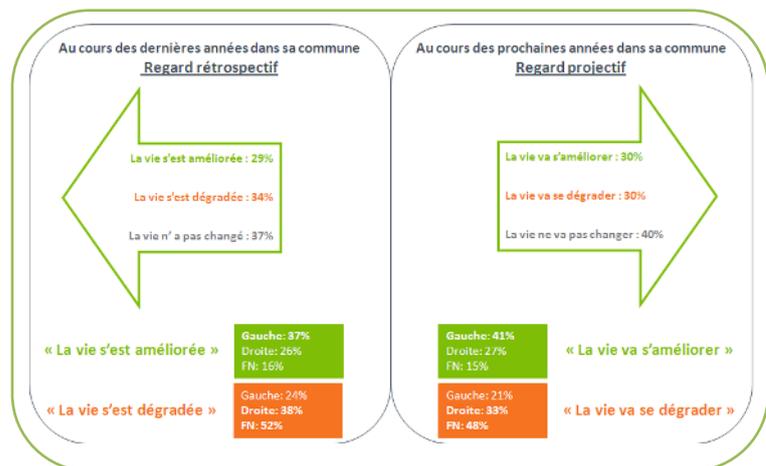
Autre dualisme affectant les élections municipales : la balance entre les enjeux locaux et les enjeux nationaux. Dans leurs réponses, **les Français indiquent que les enjeux locaux déterminent davantage leur vote que les enjeux nationaux : 90% contre 62%**. Toutefois, cette dernière proportion montre

clairement que les enjeux nationaux ne sont pas absents du scrutin, et sont susceptibles de constituer un levier puissant du vote, particulièrement pour certaines catégories de la population. En effet, si les **sympathisants de Gauche** et les **habitants des petites communes** accordent dans leur déclaration un poids **plus important que la moyenne aux enjeux locaux**, les sympathisants du **Front National** et les **habitants des plus grandes villes** ont davantage tendance à « **nationaliser** » le **scrutin**. 70% des sympathisants du Front National déclarent ainsi que les enjeux nationaux pèseront sur leur vote, soit quasiment autant que les enjeux locaux (78% auprès de cette cible). Près d'un Français sur deux déclare d'ailleurs que son vote en mars prochain aura vocation à adresser un

message à l'exécutif, 9% déclarant vouloir exprimer leur soutien à l'encontre de François Hollande et du gouvernement, et 35% leur mécontentement. Le vote qui permettra d'élire les représentants des communes françaises ne sera donc pas déconnecté de la situation que l'on connaît aujourd'hui à l'échelle du pays.

Et ceci d'autant plus que les Français, qui avaient tendance auparavant à faire nettement la différence entre la situation du pays, jugée difficile, et la situation locale ou leur situation personnelle, jugées davantage préservées, n'établissent plus aujourd'hui que des modulations ténues. Ainsi, **lorsqu'on demande aux Français de porter un regard rétrospectif et un regard projectif sur la vie dans leur commune, un tiers porte un regard plutôt positif, un tiers un regard plutôt négatif, le dernier tiers considérant que c'est une forme de statu-quo qui prévaut.** Ces

chiffres sont assez proches des tendances relevées au cours d'un sondage effectué le jour du second tour de l'élection présidentielle de 2012⁶. A l'évocation de l'élection de François Hollande, 31% anticipaient alors une amélioration de la situation de la France, 44% une dégradation et 25% ni l'un ni l'autre.



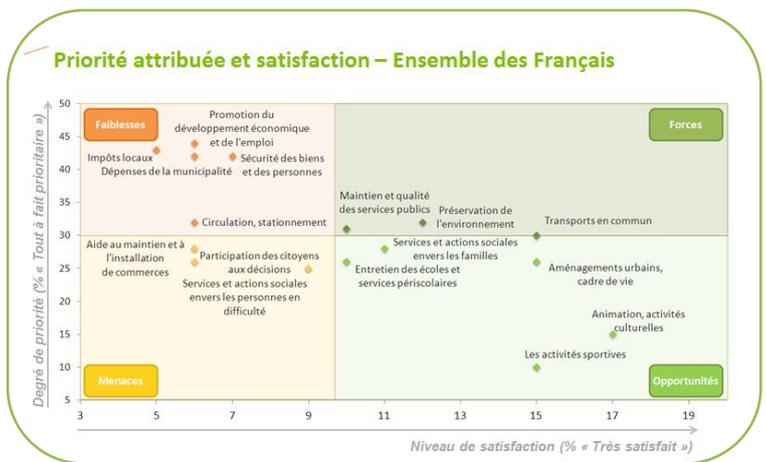
Concernant leur propre situation personnelle, 23% des Français anticipaient une amélioration, 41% une dégradation et 36% ni l'un ni l'autre. On observe ainsi une forme de convergence, le pessimisme existant à l'échelle nationale ayant tendance à « contaminer » de plus en plus le local, ceci étant particulièrement vrai pour la frange de la population se sentant proche du Front National. La question est aujourd'hui de savoir à quel niveau cela s'incarnera dans le comportement électoral des Français et si les derniers succès du FN à l'échelle du pays ou de circonscriptions sont transposables à l'échelle municipale.

⁶ Sondage Harris Interactive / Viadeo pour M6 : Enquête réalisée en ligne le dimanche 06 mai 2012 de 20h05 à 22h à l'issue du résultat de l'élection présidentielle. Echantillon de 1086 inscrits sur les listes électorales, issu d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive.. http://www.harrisinteractive.fr/news/2012/Results_HIFR_Soirduvote_06052012.pdf

Les attentes à l'égard des équipes municipales et les enjeux de l'élection : tous les Français accordent désormais une grande importance aux enjeux financiers, mais y accolent des thématiques spécifiques en fonction des sympathies partisans

1. Le prisme de plus en plus présent de la gestion des dépenses publiques, y compris à l'échelle locale

Ce croisement des perspectives locales et nationales s'observe également dans la détermination des enjeux prioritaires pour les prochaines élections municipales. On se souvient que **la lutte contre la dette et les déficits publics constituait la deuxième thématique ayant le plus pesé sur le vote des électeurs lors du premier tour de**



l'élection présidentielle de 2012. En effet, 38%⁷ des électeurs citaient ce thème parmi les cinq ayant le plus compté à leurs yeux, juste derrière l'emploi et devant le pouvoir d'achat, signe de la grande importance accordée à cet enjeu. Et la campagne avait largement mis en avant cette dimension dans le programme des candidats. Tout laisse à penser que la question des dépenses publiques pourrait également être déterminante pour les **élections municipales**. En effet, 86% **des Français estiment qu'il devrait s'agir là d'un sujet prioritaire**, et même 41% tout à fait prioritaire, pour les équipes municipales lors des prochaines années, seuls 48% des répondants se déclarant aujourd'hui satisfaits des dépenses de la municipalité et 38% au sujet des impôts locaux. Ainsi, l'endettement et la priorisation des dépenses publiques ne sont plus seulement des problématiques nationales mais descendent au niveau des territoires, l'efficacité de l'action des équipes municipales étant désormais de plus en plus regardée sous l'angle de la saine gestion et ce, aussi bien par les sympathisants de Gauche que par les sympathisants de Droite⁸. Notons

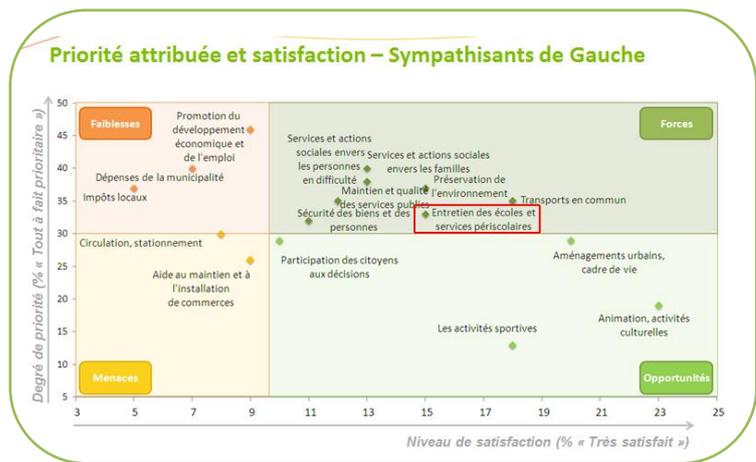
⁷ Sondage Harris Interactive / Viadeo pour M6 : Enquête réalisée en ligne le 22 avril 2012, de 8h30 à 18h. Echantillon de 2 935 individus représentatifs des personnes inscrites sur les listes électorales, issu d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. http://www.harrisinteractive.fr/news/2012/22042012_jdv.asp

⁸ A ce titre, l'enquête Res Publica sur la concertation locale a également démontré que « le budget et les dépenses publiques » étaient désormais le deuxième thème sur lequel les habitants des communes de plus de 3500 habitants souhaitaient être invités à débattre (38%,

également la présence, dans le carré des **faiblesses identifiées par l'ensemble des Français**, de la **promotion du développement économique et de l'emploi** qui, bien qu'elle ne constitue pas la mission première des Maires, n'en est pas moins imputée comme une priorité. Néanmoins, si la bonne gestion est unanimement reconnue comme une condition nécessaire de l'action, il n'en demeure pas moins que les initiatives à mettre en œuvre diffèrent en fonction de la proximité politique des répondants.

2. Le regard plus positif des sympathisants de Gauche, notamment sur la question des services périscolaires

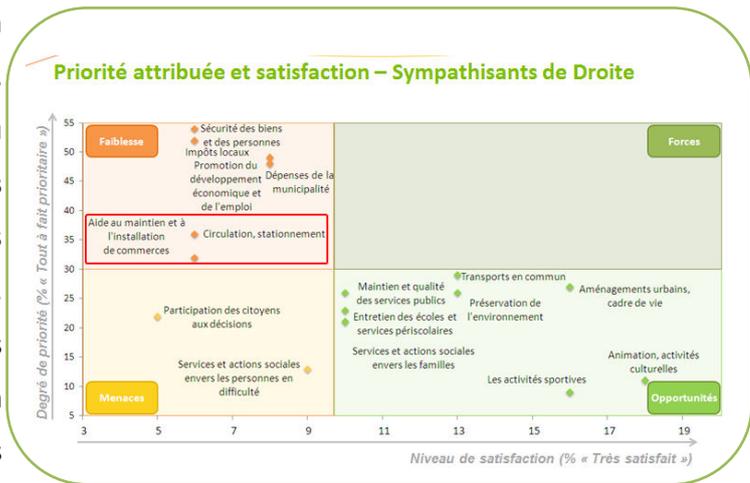
En effet, on remarque sur cette carte que les **sympathisants de Gauche** apparaissent **globalement plus satisfaits que la moyenne des Français sur un certain nombre de points**, et notamment sur les **services périscolaires** à l'aube de la réforme des rythmes scolaires. Ils accordent en outre une importance notable aux **services en direction des familles** ainsi qu'en direction des personnes en difficulté et y voient encore les principales priorités des futures équipes municipales, bien qu'ils se montrent plutôt satisfaits sur ces dimensions au niveau communal.



La sécurité des biens et des personnes apparaît également dans le carré des forces, tout comme les transports en commun et l'environnement, ce qui dessine un cadre de vie plutôt agréable aux yeux des sympathisants de Gauche.

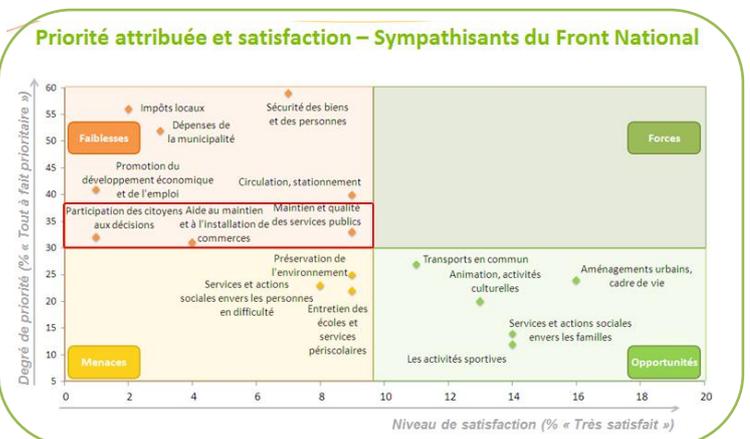
Le regard plus critique des sympathisants de Droite, notamment sur la sécurité

En revanche les **sympathisants de Droite** font état de beaucoup moins de forces dans des communes majoritairement gouvernées aujourd'hui par la Gauche. Et se montrent particulièrement **exigeants** et **critiques** sur la question de la **sécurité**, qui constitue la première des priorités à leurs yeux. Ils mettent également en avant des dimensions très quotidiennes comme la **circulation** et le **stationnement**, jugés problématiques, et font du **maintien** et de **l'installation des commerces** une priorité des équipes municipales. A l'inverse, ils semblent avoir moins d'attentes à l'égard de la commune en ce qui concerne les aides aux familles et aux personnes défavorisées.



3. Les sympathisants du Front National mettent en avant l'écoute et la défense des « petits »

Les attentes des sympathisants du Front National font encore apparaître un profil différent : si, là encore, les dépenses de la municipalité et les impôts locaux figurent en bonne place parmi les priorités assignées aux communes, on voit apparaître des **attentes spécifiques** mettant en exergue des thèmes chers aux leaders frontistes : la **sécurité** bien sûr, comme pour la Droite traditionnelle, mais aussi la « **défense des petits** », à travers le caractère prioritaire attribué à la **participation des citoyens aux décisions**, l'aide au **maintien et à l'installation de commerces** ou encore le maintien et la qualité des **services publics**. A travers leurs réponses, les sympathisants frontistes expriment donc leur besoin d'être écoutés et considérés, leur volonté de défendre les indépendants, les petits commerçants et artisans, ce qui les rapproche des sympathisants de Droite, mais aussi leur



désir de voir se maintenir ce qui fait l'identité de la France dans les territoires, les services aux publics, à tous les publics et notamment les personnes âgées, ce qui aurait plutôt tendance à les rapprocher des sympathisants de Gauche. Expriment à travers l'ensemble de l'enquête leurs inquiétudes et leurs revendications, y compris à cette échelle communale, les sympathisants frontistes pourraient vouloir de nouveau signifier dans les urnes, lors des prochaines élections municipales, leur sentiment d'être abandonnés par une « classe politique » qui, à leurs yeux, est de plus en plus éloignée de ces préoccupations quotidiennes très ancrées dans les territoires⁹.

Le rapport de forces actuel pour le 1er tour des élections municipales de 2014

Harris Interactive a également réalisé dans le cadre de cette enquête une intention de vote pour le 1er tour des élections municipales de 2014 dans les communes de 3500 habitants et plus. Cette intention de vote est bien entendu à prendre avec de multiples précautions car, à près d'un an de l'échéance, les candidats ne sont pas encore déclarés et les configurations ou alliances locales non connues. C'est pourquoi l'ensemble des répondants s'est vu proposer des listes balayant l'ensemble du spectre politique. Elle a pour mérite d'autoriser un premier regard sur le rapport de forces politique au niveau national et d'observer des évolutions potentielles.

1. Une Gauche et un Parti Socialiste en difficulté

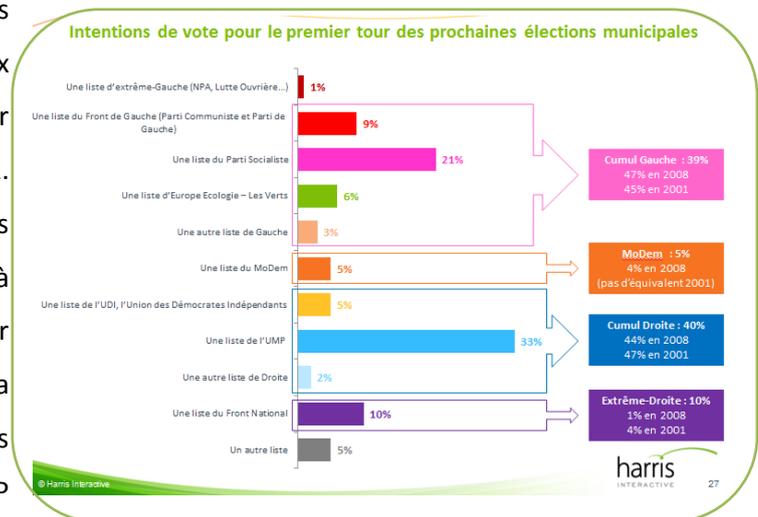
Ces réserves présentes à l'esprit, nous pouvons néanmoins commenter la baisse significative des intentions de vote en faveur de la Gauche par rapport aux résultats réels de 2001 et 2008. En effet, du Front de Gauche à Europe Ecologie-Les Verts en passant par le Parti Socialiste, les suffrages déclarés ne dépassent pas les 40% contre 45% en 2001 et 47% en 2008. Et si, au sein du bloc de Gauche, le Parti Socialiste demeure le parti le plus représenté avec 21% d'intentions de vote, le Front de Gauche recueillant aujourd'hui 9% des votes. Quant aux représentants d'Europe Ecologie – Les Verts, ils obtiennent 6% des intentions de vote, en dépit de l'image souvent positive des élus locaux de cette formation politique. Notons que « seuls » 73% des électeurs de François Hollande au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2012 indiquent avoir l'intention de donner de nouveau leur voix à

⁹ On pourra rappeler le score du Front National aux élections cantonales de 2011 et la performance inédite réalisée dans des terres généralement peu enclines à voter, dans le cadre d'un scrutin uninominal, pour des représentants de cette formation politique.

un candidat socialiste. Certes, les sympathisants de Gauche sont parmi les plus nombreux à insister sur l'importance des enjeux locaux et du bilan, mais ils semblent (comme à l'occasion des dernières élections législatives partielles) percevoir peu de raisons de se mobiliser en faveur de la Gauche lors de ces prochaines élections.

2. Une Droite plus mobilisée et ferme

De l'autre côté de l'échiquier politique, la Droite obtient autant de suffrages que la Gauche, avec 40% d'intentions de vote contre 47% en 2001 et 44% en 2008. Si cela correspond également à une baisse par rapport aux dernières élections municipales, la prédominance de l'UMP au sein de la Droite n'est en revanche pas remise en cause. En effet, l'UMP est créditée de 33% d'intentions de vote et acquiert les suffrages de 82% des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy, soit le taux de report de voix le plus important par rapport à l'élection présidentielle de 2012. Nous avons déjà constaté dans nos enquêtes que la déclaration de proximité à l'UMP n'avait peu ou pas été impactée par l'élection interne contestée à la présidence du Parti. Confirmation dans cette enquête où peu d'électeurs UMP semblent s'être détournés de cette formation suite aux remous internes ayant opposé François Fillon et Jean-François Copé. La forte défiance exprimée à l'égard de François Hollande depuis son élection contribue à l'expression franche d'un vote en faveur de la Droite.



3. Un Front National émergent au niveau local

Si Gauche et Droite voient leur socle électoral diminuer, le Front National semble en revanche tirer parti de l'insatisfaction croissante qui atteint le cœur des territoires. En effet, le parti de Marine Le Pen recueille aujourd'hui 10% des intentions de vote (contre seulement 1% obtenu en 2008). Si ce score est sans doute majoré et sera conditionné par le nombre de candidats que le parti sera capable de présenter dans les communes, il traduit l'attrait qu'exerce cette formation politique, y compris à

ce niveau de proximité¹⁰. Marine Le Pen a d'ailleurs fait des élections municipales un test pour démontrer la capacité de son parti à exercer le pouvoir : « *nous serons présents dans le plus grand nombre de communes possibles, nous aurons probablement des maires, nous aurons un très grand nombre de conseillers municipaux et c'est une marche incontestable vers notre arrivée au pouvoir* ».

* *

*

A un an des élections municipales de 2014, l'observation des mouvements d'opinion à l'échelle municipale tend à un rapprochement entre lecture locale et lecture nationale. En effet, aussi bien le regard à l'égard des élus que les préoccupations et motivations de vote convergent tendanciellement. Le prisme de l'équilibre financier occupe une place de plus en plus importante et en est ainsi, parmi d'autres aspects, l'un des signes. Cette analyse nous permet de conforter le scénario aujourd'hui d'une pénalisation de la majorité en place, le peuple de Gauche semblant trouver peu de ressort à l'expression massive d'un vote en faveur de la Gauche à l'échelle municipale. A l'inverse, le peuple de Droite semble plus enclin et déterminé à « sanctionner » le pouvoir en place quand les sympathisants du Front National, de plus en plus nombreux, ne semblent plus envisager au premier tour le vote FN comme un simple outil de sanction au niveau national mais comme un véritable désir de changement et de prise en compte des « petits » au plus proche des citoyens.

¹⁰ Ce score pouvant être atteint en considérant que le Front National serait présent dans la totalité des communes de plus de 3500 habitants. Rappelons qu'en 2008, cette formation politique n'était présente, en propre, que dans 65 communes de 10 000 habitants et plus (sur 476).